

### À Tunis (INS)

Leila Said

Tel: +216 71 891002

E-mail : [said.leila@ins.tn](mailto:said.leila@ins.tn)

### À Rabat (IFC):

Shobhna Decloitre

Tel: +212 661839733

E-mail : [sdecloitre@ifc.org](mailto:sdecloitre@ifc.org)

## **COVID -19 en Tunisie : Publication des résultats de l'étude d'impact socio-économique sur le secteur privé– un partenariat IFC/INS - | 2ème phase**

Tunis, 26 Novembre 2020 - L'Institut National de la Statistique (INS), en collaboration avec IFC –un membre du Groupe de la Banque Mondiale-, a lancé la deuxième phase de son enquête portant sur l'étude et le suivi de l'impact du Covid-19 sur le secteur privé en Tunisie. Cette enquête, en trois phases, est administrée par téléphone auprès d'un panel de 2,500 entreprises représentatives du secteur privé formel<sup>1</sup>. Cette deuxième phase s'est déroulée en septembre et octobre tandis que la première phase avait été réalisée en mai et juin.

Cette enquête a permis d'interroger les entreprises sur les thématiques suivantes : l'état de fonctionnement des entreprises tunisiennes pendant la crise du COVID-19, l'évolution des facteurs impactant l'activité des entreprises, les mesures destinées aux entreprises pour faire face à la crise, les mécanismes d'ajustement mis en place par les entreprises, la durabilité des activités des entreprises, et l'existence et l'utilisation des Plans de Continuité d'Activité. Elle comporte également une partie « Benchmark » comparant la situation en Tunisie avec un certain nombre de pays : l'Algérie, l'Italie, la Jordanie, le Maroc, la Roumanie et la Turquie.

« Les résultats de cette seconde phase de l'enquête sur l'impact de la crise de COVID-19 sur le secteur privé tunisien, montrent un recours accru à des mécanismes d'ajustement liés à l'emploi en juillet, y compris les licenciements, malgré une légère amélioration des indicateurs d'activité à cette date. A la fin du troisième trimestre, la perception du risque sur la pérennité des entreprises semble également se détériorer » a déclaré M. Adnen Lassoued, directeur général de l'Institut national de la statistique.

« Cette deuxième phase nous permet notamment de mieux suivre l'évolution de l'impact de la crise de COVID-19 sur des secteurs clés de l'économie tunisienne, afin d'apporter des mesures de politiques publiques qui sont mieux ciblées. Le secteur privé tunisien, comme dans de nombreux autres pays, a été affecté négativement par la crise. L'essentiel, maintenant, est d'implémenter effectivement les mesures de soutien et de relance », a déclaré M. Georges Joseph Ghorra, Représentant résident d'IFC en Tunisie.

---

<sup>1</sup> On entend par unités « formelles » les entreprises disposant de patentes auprès des autorités fiscales. L'extension de l'analyse aux unités non patentées est envisagée pour la troisième phase de l'enquête.

Les principaux résultats de l'enquête sont :

- 1- **La majorité des entreprises étaient ouvertes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020** : 86,9% des entreprises étaient ouvertes : 12,2% des établissements sont restés ouverts sans interruption (24,5% au 2<sup>ème</sup> trimestre) et 74,7% des entreprises ont réouvert après une interruption.
- 2- **Les fermetures définitives d'entreprises ont fortement augmenté** : 5,4% des entreprises étaient définitivement fermées : 1,5% à cause du COVID-19 (0,3% au 2<sup>ème</sup> trimestre) et 3,9% pour d'autres raisons (0,1% au 2<sup>ème</sup> trimestre). Par ailleurs, 7,7% des entreprises étaient temporairement fermées : 7,0% sur décision de l'entreprise et 0,7% sur celle des autorités. Tandis que, 37,2% des entreprises ouvertes pendant le 3<sup>ème</sup> trimestre déclarent risquer de fermer définitivement dans les conditions actuelles contre 35,0% au 2<sup>ème</sup> trimestre.
- 3- **La crise sanitaire a fortement perturbé les activités des entreprises malgré une légère amélioration post-déconfinement** : 82,3% des entreprises ont déclaré avoir subi une baisse de leur chiffre d'affaires pendant le mois de juillet contre 88,8% en avril. Parmi celles qui ont travaillé en juillet, 87,4% ont enregistré une baisse de leur cashflow, 79,8% ont enregistré une baisse de la demande adressée, 59,9% ont déclaré rencontrer des difficultés d'accès aux services financiers, 52,0% ont signalé une difficulté d'approvisionnement en matière première et 45,6% sont confrontées à une baisse des heures travaillées.
- 4- **Les entreprises du secteur privé ont effectué des ajustements plus importants en termes d'emplois pendant le mois de juillet** : 59,0% des entreprises ont procédé à des ajustements liés à l'emploi en juillet (contre 53,7% en avril): 17,7% des entreprises ont procédé à des licenciements, 18,2% des entreprises ont accordé des congés payés et 7,2% des congés sans salaires, 10,9% des entreprises ont eu recours à des réductions salariales et 27,1% ont procédé à la réduction du nombre d'heures travaillées tandis que 4,8% des entreprises ont recruté.
- 5- **La digitalisation des entreprises pour faire face à la crise sanitaire a décéléré suite au déconfinement** : 9,3% des entreprises ont augmenté leur présence en ligne au 3<sup>ème</sup> trimestre contre 12,5% des entreprises au 2<sup>ème</sup> trimestre. Cette présence en ligne a principalement pour but de faciliter le télétravail et pour accomplir des tâches administratives avec des progressions notables pour l'utilisation des nouvelles technologies pour les ventes et les moyens de paiement.
- 6- **L'utilisation de plans de résilience et de politiques de durabilité des activités restent très limitée chez les entreprises interrogées** : seules 14,8% des entreprises déclarent disposer d'un Plan de Continuité des Activités (PCA) au 3<sup>ème</sup> trimestre, en légère progression par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre (13,3%). Ces PCA intègrent notamment le télétravail pour 62,9% des entreprises au 3<sup>ème</sup> trimestre, contre 26,1% des entreprises au 2<sup>ème</sup> trimestre.
- 7- **Les entreprises réclament plus de mesures de soutien pour faire face à la crise** : les 3 mesures dont les entreprises déclarent avoir le plus besoin sont : les exonérations/ réductions d'impôt (42,7%), les injections directes de liquidité (37,6%), et les reports d'impôts (27,9%). Davantage d'entreprises déclarent avoir bénéficié des mesures gouvernementales : passant de 9,6% au 2<sup>ème</sup> trimestre à 16,4% au 3<sup>ème</sup> trimestre. Parmi les entreprises qui n'en auraient pas bénéficié, 37,6% déclarent ne pas avoir pu en bénéficier malgré leurs demandes, 15,7% des entreprises n'ont pas exprimé d'intérêt pour en bénéficier alors que 12,4% des entreprises ont affirmé ne pas avoir bénéficié des mesures de soutien à cause de la difficulté du processus.
- 8- **Globalement, le taux de fonctionnement des entreprises tunisiennes est dans la norme des pays comparables. Ce taux reste même meilleur que celui des autres**

**pays de la région MENA.** Cependant, les entreprises tunisiennes ont été davantage impactées par les baisses de leurs ventes que leurs pairs. Finalement, les entreprises tunisiennes sont moins nombreuses à avoir reçu un soutien gouvernemental : 14%<sup>2</sup> des entreprises tunisiennes déclarent avoir reçu un soutien gouvernemental contre 28% en Italie, 24% en Jordanie, 22% au Maroc, 33% en Roumanie et 36% en Turquie.

Cette étude s'intègre dans le cadre du programme d'amélioration du climat des affaires d'IFC en Tunisie avec le soutien du Secrétariat d'Etat Suisse à l'Économie (SECO) et de l'Union Européenne (UE). Ci-après le lien de l'étude :

[Enquête BPS 2ème vague version finale](#)

### **À propos d'IFC**

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2020, elle a investi 22 milliards de dollars dans des sociétés privées et dans des institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Pour de plus amples informations, consulter le site [www.ifc.org](http://www.ifc.org).

### **Suivez l'actualité d'IFC :**

[www.facebook.com/IFCwbq](https://www.facebook.com/IFCwbq)

[www.twitter.com/IFC\\_org](https://www.twitter.com/IFC_org)

[www.youtube.com/IFCvideocasts](https://www.youtube.com/IFCvideocasts)

[www.ifc.org/SocialMediaIndex](http://www.ifc.org/SocialMediaIndex)

[www.instagram.com/ifc\\_org](https://www.instagram.com/ifc_org)

### **À propos de l'INS :**

Fondé en 1969, l'Institut National de la Statistique est le principal organisme public tunisien chargé de la collecte, de la production et de la diffusion des informations sur l'économie et la société tunisiennes. L'INS conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle et est l'organe central du système statistique tunisien. Il est de ce fait la principale source de statistiques officielles en Tunisie. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.ins.tn](http://www.ins.tn)

### **Suivez l'actualité de l'INS :**

[www.facebook.com/ins.tunis/](https://www.facebook.com/ins.tunis/)

[www.twitter.com/InsTunisia](https://www.twitter.com/InsTunisia)

[www.youtube.com/user/StatistiquesTunisie](https://www.youtube.com/user/StatistiquesTunisie)

[www.flickr.com/photos/124513108@N08/](https://www.flickr.com/photos/124513108@N08/)

---

<sup>2</sup> La méthodologie a été adaptée pour permettre les comparaisons internationales. La proportion « brute » des entreprises ayant déclaré avoir bénéficié de soutien gouvernemental est de 16,4% à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.